

semaines et des derniers mois, il a fallu l'émoi soulevé par les informations données, non pas par le discours du trône mais par les médias, pour que le gouvernement finisse par admettre qu'il y a de vrais problèmes dont il faut s'occuper. Je suis heureux de voir qu'aujourd'hui on prend des mesures positives.

Et que dire de la guerre nucléaire, monsieur le Président? Oh, le discours en a bien parlé! Plusieurs fois même. Mais il n'a évoqué ni l'ampleur, ni la gravité, ni l'urgence du problème. Il n'a pas précisé quelle décision on demanderait au Parlement, au plan des interventions ou bien morales, ou bien politiques. Il ne nous a pas donné d'orientation sur un gel nucléaire, sur la suffocation, sur la réduction des armements, sur des mesures d'inspection ou des mesures diplomatiques. Car en faisant cela, ces manipulateurs de l'humeur nationale auraient dissipé l'euphorie qu'ils veulent engendrer. Ils ne tiennent pas à parler des problèmes et des questions, ils veulent que nous ayons bonne conscience.

Il y a beaucoup d'autres grands problèmes mondiaux que je pourrais évoquer. Le Canada, qui vient au deuxième rang mondial par la superficie, pays continental stratégique bordé par trois océans, le Pacifique, l'Arctique et l'Atlantique, a des raisons de s'inquiéter de ces problèmes mondiaux. Parce qu'il veut continuer de manipuler notre humeur en recourant aux images plutôt qu'aux faits, parce qu'il veut nous donner bonne conscience dans un monde conservateur le gouvernement n'a pas voulu que le discours du trône parle de ces questions épineuses et inquiétantes que sont l'écologie, notre survie sur la planète, les problèmes économiques du tiers monde et l'incidence de la révolution technologique sur nos personnes d'âge mur, sur nos jeunes et sur notre indépendance nationale. Il ne faut pas s'étonner que le discours du trône ait survolé tous ces problèmes et toutes ces questions, si importantes pour le Canada et pour la Chambre des communes.

Il y avait là un moment de l'histoire dont on n'a pas su profiter. Nous avons eu un discours lâche, évasif et creux, alors que l'humanité compte désespérément sur de grandes choses. Ce fut une trahison odieuse des faibles et des déprimés de ce monde qui espéraient entendre juste un soupçon de compréhension, une parole d'espoir et entrevoir une lueur de compassion. Ce discours là n'était pas digne d'être prononcé du trône d'une souveraine qui règne sur un Commonwealth regroupant de nombreux pays dans le monde entier et se composant de centaines de millions de sujets. C'était plutôt le discours de dirigeants mesquins, avarés et égocentriques qui ne reconnaîtraient pas la grandeur d'âme s'il leur arrivait de la rencontrer. Ce discours était non pas galvanisant mais larmoyant.

**M. le vice-président:** Y a-t-il des questions ou des observations sur l'intervention du député?

**M. Cassidy:** Monsieur le Président, même si je ne souscris pas à toute la diatribe du député, je partage certainement certaines de ses préoccupations à propos des omissions relevées dans le discours du trône. Je retiens cependant de son intervention l'impression, par implication, que le gouvernement dont le député était le partisan avant le 4 septembre faisait apparemment face et répondait à beaucoup de ces défis contrairement au nouveau gouvernement. Voilà qui ne correspond pas tout à fait au souvenir que j'ai de la réalité. Le député peut-il nous dire comment il se fait que le cabinet Trudeau et le cabinet Turner n'ont pas su répondre aux vives instances du ministre de l'Agriculture de l'époque qui avait visité l'Éthiopie et qui,

### *L'Adresse—M. de Corneille*

en sa qualité de président du Conseil mondial de l'alimentation, était au courant de la situation des mois avant que les médias ne révèlent au monde entier l'ampleur de la famine en Éthiopie au cours des dernières semaines?

Le député signale en outre, à juste titre, que le gouvernement actuel néglige de répondre à la nécessité d'un gel des armements nucléaires et à la nécessité pour le Canada de prendre les devants et de persuader les différents pays du monde de s'entendre sur un arrêt de la course aux armements nucléaires, tant dans l'Est que dans l'Ouest. Voilà qui donne l'impression que telle était la politique du gouvernement précédent, contrairement à ce que j'en ai retenu. Je crois en fait me rappeler que même si la femme du chef de l'opposition (M. Turner) a fait connaître son appui pour cette proposition, même si la présidente du Parti libéral du Canada y a également donné son appui, et même si, nous dit-on, le chef de l'opposition (M. Turner) a dit être en faveur de cette proposition à l'occasion de confidences sur l'oreiller, il n'en a jamais fait un élément de sa politique lorsqu'il était premier ministre du Canada.

Je voudrais simplement que le député nous donne son avis là-dessus parce qu'il me semble que ses souvenirs ne concordent pas du tout avec les lignes de conduite adoptées par son parti quand il était au pouvoir. De fait, je pense que la plupart des observations du député au sujet du nouveau gouvernement auraient pu s'appliquer aussi bien au gouvernement antérieur.

**M. de Corneille:** Monsieur le Président, j'ai trouvé les observations de mon collègue intéressantes. En réalité, il me semble qu'il a parlé du passé, de ce qui s'était produit auparavant.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Dick:** Ou plutôt qui ne s'était pas produit auparavant. Soit rien.

**Une voix:** Oubliez ce que vous avez fait.

**M. de Corneille:** Je serais prêt à fonder une campagne électorale sur ce que nous avons fait.

**M. Dick:** C'est ce qui est arrivé.

**M. Benjamin:** C'est ce qui est arrivé et voyez ce que cela a donné.

**M. de Corneille:** C'est pour cela que je suis ici en effet et je suis heureux de l'être pour exprimer les mêmes préoccupations que celles qui ont été exprimées à la Chambre à l'époque. Il y a notamment nos préoccupations au sujet de la guerre nucléaire et les efforts fournis par l'ancien premier ministre, qui a certainement donné l'exemple au reste du monde. L'aide fournie par le Canada face à la famine en Éthiopie, et le très honorable représentant en a parlé aujourd'hui, et les mesures prises par notre pays cette année et au cours des années précédentes restent inégalées dans le monde. Je n'ai pas l'intention de m'en excuser.

Ce que je disais, monsieur le Président, c'est que nous avons maintenant une excellente occasion de faire quelque chose. Nous devons supposément apporter des changements et songer à l'avenir et au XXI<sup>e</sup> siècle. Le parti d'en face a obtenu une vaste majorité et je suis consterné et déçu de voir qu'il n'a pas su profiter de cette occasion qu'il avait de bien faire comprendre au peuple canadien les questions qui importent vraiment. Je signale à mon honorable collègue que ce sont des questions